



Infos Gaza 905

Semaine du 8 au 14 Février 2018

Au cours de la période considérée, les forces israéliennes ont blessé 45 civils palestiniens, dont 17 enfants, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Vingt-six d'entre eux, dont 10 enfants et 2 pêcheurs, ont été blessés dans la bande de Gaza tandis que les 19 autres, dont 7 enfants, ont été blessés en Cisjordanie. Dans la bande de Gaza également, les forces israéliennes ont continué de chasser les pêcheurs en mer et de cibler leurs moyens de subsistance.

Les zones frontalières avec Israël ont été le théâtre de protestations contre la décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël et d'y transférer l'ambassade américaine. Pendant les manifestations, les forces israéliennes ont utilisé la force contre les manifestants. En raison de l'ouverture du feu pour disperser les manifestations, 24 civils ont été blessés, dont 10 enfants. Dix-neuf civils ont été touchés par des balles réelles, trois ont été directement touchés par une cartouche de gaz lacrymogène et deux par des éclats de balles.

Dans le cadre du ciblage des pêcheurs en mer, le 11 février 2018, des canonnières israéliennes ont ouvert le feu sur des bateaux de pêche au large, au nord-ouest de Beit Lahia, dans le nord de la bande de Gaza. Ils ont arraisonné un bateau tenu par Tariq al-Sultan (22 ans) et 'Aaed al-Sultan (22 ans). Les soldats de la marine israélienne ont alors ordonné aux pêcheurs d'enlever leurs vêtements, de sauter à l'eau et de nager vers la canonnière. Ils ont été arrêtés et emmenés au port d'Ashdod. Après interrogatoire, les deux pêcheurs ont été relâchés et on a découvert qu'ils étaient blessés.

En plus de l'incident mentionné ci-dessus, le PCHR a surveillé que les forces israéliennes ont intensifié leurs attaques contre les pêcheurs en mer, réaffirmant leur politique en cours de destruction de leurs moyens de subsistance. Pendant la période considérée, des canonnières israéliennes ont pourchassé des bateaux de pêche palestiniens et ouvert le feu sur eux dans huit incidents, dont quatre dans la région de Soudaniyah occidentale à l'ouest de Jabalia et cinq au nord-ouest de Beit Lahia.

Infos Gaza 905 bis

Les hôpitaux de Gaza fermés alors qu'un siège meurtrier se resserre [Ali Abunimah](#) 6 février 2018

Les médecins de l'hôpital pour enfants al-Nasr de Gaza affirment que la vie des patients est en danger alors que les hôpitaux de Gaza sont fermés en raison d'une pénurie de carburant pour les générateurs.

Les générateurs d'urgence sont à court de carburant dans au moins 19 établissements de santé dans la bande de Gaza alors que le siège meurtrier d'Israël sur le territoire se durcit depuis dix ans.

Le ministère de la Santé à Gaza a annoncé mardi que les générateurs avaient fermé leurs portes dans 16 cliniques de soins primaires et trois grands hôpitaux, mais que le personnel médical avait reçu l'ordre de rester à leur poste et de faire ce qu'ils pouvaient pour aider les patients.



Mardi, l'agence de coordination humanitaire de l'ONU OCHA a averti que "le combustible d'urgence pour les installations critiques à Gaza sera épuisé dans les 10 prochains jours", à moins que les donateurs n'interviennent pour éviter une "catastrophe humanitaire".

Mais pour les patients et le personnel médical en première ligne, la catastrophe est déjà en cours, et ce n'est que le dernier chapitre de l'effondrement forcé du système de santé de Gaza.

À l'hôpital pour enfants al-Nasr, le directeur des soins intensifs, le Dr Raed Mahdi, a déclaré que la vie de dizaines d'enfants de son unité était menacée.

Selon le ministère de la Santé, Mahdi a déclaré que le surpeuplement et la pression sur le personnel médical et les fournitures avaient atteint un point de crise à son hôpital alors que les enfants étaient transférés d'autres installations qui avaient perdu tout pouvoir.

À l'hôpital Muhammad al-Durra, dans l'est de Gaza, un enfant palestinien tué par les forces israéliennes en 2000 au début de la deuxième Intifada, des médecins ont déclaré lors d'une conférence de presse lundi que des départements entiers avaient déjà fermé leurs portes.

S'exprimant lors de la conférence de presse, Jamal al-Durra, le père de Muhammad, a appelé à une intervention internationale urgente, disant que permettre à la crise de continuer serait de "tuer mon fils une seconde fois".

"La crise du carburant menace les services de dialyse pour 400 patients souffrant d'insuffisance rénale dans la bande de Gaza", a déclaré lundi le groupe palestinien des droits de l'homme Al-Haq.

En raison de la crise énergétique chronique, la dialyse à Gaza est déjà une affaire dangereuse .

Al-Haq a ajouté que les hôpitaux de Gaza sont actuellement incapables d'effectuer 200 opérations par jour "en raison de la corruption et du gaspillage de centaines de réserves de sang en raison du manque de refroidissement nécessaire - une conséquence de la pénurie d'électricité délibérément imposée à Gaza. "

Fermeture des hôpitaux

"Les hôpitaux ont déjà commencé à fermer. Sans financement, davantage de prestataires de services seront forcés de suspendre leurs opérations dans les semaines à venir, et la situation se détériorera considérablement, avec des impacts potentiels sur l'ensemble de la population ", a déclaré Roberto Valent, coordinateur humanitaire par intérim de l'ONU. "Nous ne pouvons pas permettre que cela se produise."

"Le système de santé de Gaza est sur le point de s'effondrer car les hôpitaux du territoire assiégé devraient faire face à une panne totale d'ici fin février", a averti Ashraf al-Qidra, porte-parole du ministère de la Santé de Gaza.

Le 23 janvier, le ministère de la Santé de l'Autorité palestinienne à Ramallah a alloué près de 300 000 dollars pour acheter du carburant d'urgence, mais cette fourniture ne sera suffisante que pendant 10 jours et "ne résoudra pas la crise structurelle de l'électricité imposée par Israël".

Retards mortels

Alors qu'il s'effondre dans le système de santé de Gaza, Israël rend également plus difficile aux Palestiniens de chercher des traitements qui sauvent des vies en dehors du territoire assiégé.

Le nombre de Palestiniens autorisés à entrer et sortir de Gaza, à travers le passage d'Erez, contrôlé par Israël, et le passage de Rafah avec l'Égypte - qui a été fermé pendant des années sauf de rares exceptions - a fortement diminué l'année dernière.

"Dans des situations telles que le traitement du cancer, les retards peuvent avoir des implications potentiellement mortelles pour la santé des patients", a déclaré OCHA.

Parfois, des retards ont été causés par l'Autorité palestinienne à Ramallah: au cours de l'été, son chef Mahmoud Abbas a imposé des sanctions à Gaza, notamment en retardant l'approbation des transferts médicaux vers les hôpitaux de Cisjordanie, dans le cadre de ses efforts pour mettre le Hamas à genoux. exacerber la souffrance des civils.

Certains de ces retards se sont [révélés mortels](#) .

Al-Haq a appelé cette semaine l'Autorité palestinienne à «supprimer tous les obstacles à l'accès aux soins de santé pour les enfants venant de Gaza et à faire en sorte que les cas urgents soient immédiatement prioritaires, dans tous les cas relevant de sa compétence».

Déni israélien

Mais il n'y a aucun doute là où la responsabilité globale réside.

En tant qu'occupant belligérant, "Israël a maintenu ses obligations pour assurer le maintien de la vie civile dans la bande de Gaza, ce qui comprend la fourniture de services de base et d'infrastructures à la population civile", selon Al-Haq.

Le groupe affirme que «ce refus de permis de voyage entraînant des retards dans l'accès aux traitements viole non seulement les droits à la santé et le droit à la vie, mais peut aussi constituer un traitement inhumain et dégradant» qui viole le droit international.

Pourtant, lundi, le ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman, a [déclaré](#) qu'il n'y avait "pas de crise humanitaire" à Gaza.

Cela contredit même l'évaluation du chef de l'armée israélienne, Gadi Eisenkot, qui a déclaré au gouvernement israélien un jour plus tôt, selon *Haaretz*, que "la bande de Gaza est sur le point de s'effondrer en raison de l'aggravation de la crise humanitaire".